Daniel Sperling, directeur du marketing au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

Arrêtez-le !

Impossible de l'arrêter, s'il est derrière son bureau, c'est avant de le quitter et s'il vous écoutait, c'est entre deux coups de téléphone, à moins que l'interphone ne l'appelle au cabinet du président. Daniel Sperling fait semblant de se plaindre du rythme fou du service marketing du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. En fait, c'est son rythme. Fonceur mais prudent, attentif aux palpitations de cette institution, il s'est taillé un territoire, fier d'avoir fait entrer le marketing dans une collectivité locale. Une discipline qu'il a apprise avec Sébastien Rocca, un grand distributeur d'électroménager de la région. Un DUT de gestion en poche, il poursuit grâce à Sébastien Rocca sa formation par un DESS en management des activités de service à l'IAE d'Aix-en-Provence. Dûment diplômé, il entre chez MSC relations publiques. Marie-France Cottin est alors l'attachée de presse de Gaston Defferre. Huit mois plus tard, il entre au conseil, au service communication. Première opération réussie : le Carrefour national de la création d'entreprise. En 1986, Michel Pezet doit céder son fauteuil à Jean-Claude Gaudin. Rester, partir, accepter un placard ? Daniel Sperling choisit de rester, avec un objectif clair : travailler à la constitution d'un vrai service marketing. « Les régions, argumente-t-il, doivent se vendre comme des produits. On a trop fait de communication non ciblée et pas assez de marketing. » Et la politique ? Daniel Sperling n'a pas d'états d'âme. « Je n'ai jamais fait partie du cabinet politique, ni avant 86 ni aujourd'hui, précise-t-il. Mais je fais confiance à un homme sincère et fidèle, Jean-Claude Gaudin qui me le rend bien. » Daniel Sperling est également très connu de la communauté juive de Marseille. On lui doit une collaboration désintéressée à toutes les manifestations culturelles juives.

O.V.

Gaston Defferre, c'est trente ans de la vie municipale marseillaise. Avec un adjoint nommé Jean-Claude Gaudin... Ca vous gêne d'en parler ?

(Rires) Si on veut reprendre l'histoire des trente années municipales de Gaston Defferre, elles se divisent en périodes d'inégale durée. Il y a une période que j'appellerai « les années glorieuses », c'est-à-dire celles où l'on construit, celles où, quand le bâtiment va, tout va. C'est une période où il dirige la ville sur le plan politique avec la droite et où il n'a pas de problèmes. Ensuite, il y a une deuxième période ou Defferre gère seul, avec ses seuls amis socialistes, et c'est là qu'il connaît des mésaventures : l'affaire des fausses factures, l'emprisonnement de quarante fonctionnaires municipaux. Pourquoi ? Parce que c'est au cours de cette période que Gaston Defferre se prend au jeu de la politique nationale, qu'il devient un excellent supporter de M. Mitterrand. Ironie du sort, celui qui a fait la loi de décentralisation est en fait un homme très centralisateur. Lui, et lui seul prend les décisions. La troisième période, c'est celle où pour me battre, il est obligé de faire un « charcutage » électoral sur mesure et de s'allier au PC, c'est-à-dire de tourner le dos à tout ce qui a été sa vie politique.

Si vous êtes élu à la mairie phocéenne, prenez-vous l'engagement de ne pas à votre tour vous « prendre au jeu » de la politique nationale ?

Defferre a été maire de Marseille pendant plus de trente ans et il a été vingt ans durant président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, sans que ça le gêne. Et à l'inverse de ce que pense M. Vigouroux, il est indispensable que le maire de Marseille ait un mandat de parlementaire, qu'il soit député ou qu'il soit sénateur. Pourquoi ? Parce que le Parlement vous met en contact direct avec le gouvernement et, par conséquent, permet de faire avancer les dossiers de la ville.

Je reproche à Defferre de s'être plus intéressé à la politique nationale que marseillaise, alors que pendant des années il avait tenu un juste équilibre. Cela dit, je respecte l'homme politique qu'a été Gaston Defferre. Même si je l'ai combattu, mais à visage découvert et loyalement, pour ce qui me concerne.

Comment comptez-vous préparer Marseille au marché unique européen de 1993 ?

J'ai un projet pour Marseille. Avec mes amis nous l'avons baptisé « Eutimène », du nom d'un navigateur marseillais qui était parti à la découverte du monde. « Eutimène », c'est un projet d'ensemble qui s'étale sur deux mandats, au moins douze années. Et l'objectif vise à ouvrir un dialogue avec tous les partenaires concernés en vue de rassembler. Il faut remettre cette ville en état de marche et, pour ce faire constituer un « Marseille-uni » derrière son maire.

Cette ville, c'est une cité cosmopolite, c'est la ville de Pagnol et de Montand, à la fois proche de l'Italie et de l'Algérie, avec un paysage pluri-ethnique. On a dit que ce paysage cosmopolite ne vous convenait pas tout à fait. Qu'en est-il ?

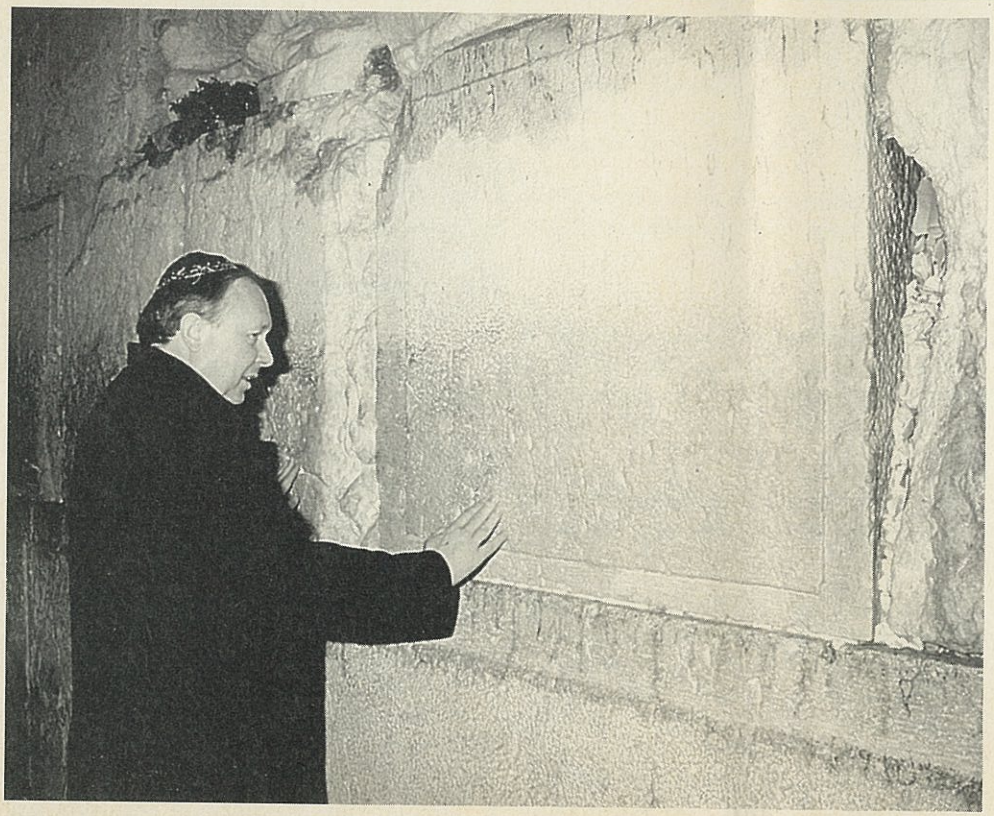
Il ne peut pas ne pas me convenir en ce sens que je suis un authentique marseillais, que j'y ai mes racines, que j'ai toujours vu à Marseille depuis mon enfance beaucoup d'étrangers. Car Marseille est un port, et c'est une ville à tradition d'accueil. Par contre, ces dernières années, nous avons vu - notamment après l'indépendance de l'Algérie, pays à gouvernement « socialiste » qui visiblement échoue dans sa politique économique, sa politique des droits de l'homme et des libertés - des gens, malheureux dans leur Algérie natale, venir en très grand nombre vivre à Marseille. Et lorsque vous avez 15 % de la population qui sont d'origine étrangère, cela peut, en période de rigueur et de difficultés économiques, poser un certain nombre de problèmes.

Ne craignez-vous pas un dérapage xénophobe ?

Effectivement ; le reste est caricature. Car Marseille a su intégrer des étrangers, je pense aux Italiens qui dans les années trente ont fui le fascisme dans leur pays et se sont réfugiés à Marseille. Ces Italiens n'ont pas toujours été très bien accueillis par les Marseillais, mais ils se sont rapidement intégrés. Ils n'avaient qu'un désir, une fois chez nous, c'était de devenir français le plus vite possible. Ce qui a posé problème, ces dernières années, avec la communauté maghrébine et qui a fait le fonds de commerce de l'éléctorat du Front national, c'est que nous avons vu une génération d'immigrés, notamment d'origine maghrébine, se faire les champions de la non-intégration, voire les défenseurs d'un intégrisme religieux islamique. J'ai alors dit : « Attention ! » Et ce n'est en aucune manière, être raciste que de dire cela. Je me résume : l'accueil oui, l'intégration des étrangers dans notre communauté, oui. Mais aux adeptes de la non-intégration, je dis non, franchement non !

Quand vous dites intégration, est-ce à une intégration politique que vous pensez ? Ou souhaitez-vous une assimilation jusques et y compris culturelle ?

Les habitudes culturelles des étrangers ne sont pas mises en cause. Je dirai même



qu'elles sont tout à fait légitimes. Lorsqu'il y a des fêtes commémorant les étapes de civilisations de leur histoire, nous y manifestons de l' intérêt et quelquefois participons. Le respect de l'identité culturelle n'est en aucune façon mis en cause. Ce qui est mis en cause, c'est, lorsque des gens vivant sur notre territoire, bénéficiant de la démocratie et de ses lois, donc voulant avoir des droits, ne veulent pas, en contrepartie, assumer les devoirs qui en découlent. On ne peut pas jouer la démocratie à qui-perd-gagne. D'autant plus que la démocratie est basée sur un contrat.

Sur les droits sociaux, êtes-vous d'accord pour que les étrangers en bénéficient dans la même mesure que les Français ?

Je ne vois pas comment on pourrait faire autrement.

Entre le regroupement des étrangers par quartiers et leur dissémination, quelle est votre option personnelle ?

La dissémination dans la population a été tentée il y a quelques années par Defferre, dans le cadre d'un contrat de plan passé entre l'Etat et la municipalité de Marseille. J'étais alors membre du conseil municipal, et déjà l'Etat voulait faire de Marseille la vitrine de l'immigration. L'Etat - giscardien - de l'époque avait accordé d'énormes crédits à la ville de Marseille, mais ils ont été mal utilisés ou quelquefois pas du tout. La volonté municipale s'est heurtée à des élus, toutes tendances confondues, ayant toujours refusé l'implantation dans leurs secteurs de logements pour immigrés célibataires et de centres d'alphabétisation. Bien souvent, Gaston Defferre et ses amis firent en sorte que ces logements ou ces centres d'alphabétisation soient implantés dans les quartiers communistes de la ville, et quelquefois dans les secteurs de la droite traditionnelle. J'observe d'ailleurs que dans le secteur sud de Marseille nous avons un centre de travailleurs immigrés célibataires qui s'est totalement intégré à la population.

En somme, quelle est votre philosophie ? Et que choisissez-vous : le ghetto ou le melting-pot ?

Ce n'est certainement pas le ghetto. « Ghetto » est un mot douloureux qui évoque dans la mémoire collective des choses affreuses. Il faut tout faire sauf des ghettos. Vous dites melting-pot ? Faisons alors un melting-pot qui s'harmonise avec notre histoire et nos traditions.

Pour paraphraser Simone Signoret, on pourrait dire que la Canebière n'est plus ce qu'elle était... Aimez-vous ce qu'est devenue la Canebière ?

J'aime tout à Marseille. La Canebière a changé, ce n'est plus la Canebière de l'avant-guerre, celle de Montand et Pagnol. C'est vrai qu'aujourd'hui, il y a sans doute plus d'étrangers sur la Canebière, il lui faudrait reprendre confiance, ne plus craindre pour sa sécurité. Le cœur de Marseille s'est dégradé, les Marseillais l'ont quitté. Mon désir est qu'ils y reviennent. Pour cela, il faut prendre des mesures qui leur permettent de revenir travailler, d'acquérir des commerces et de se promener sur la Canebière. Personne n'a intérêt a ce que s'installe un quartier arabe au cœur de Marseille.

Mais aux Champs-Elysées, il y a aussi beaucoup d'étrangers, sans que le prestige de cette avenue ne soit atteint. Pensez-vous que la Canebière puisse redevenir les Champs-Elysées de Marseille ?

C'est mon désir. Je souhaiterais que l'artère historique de la ville redevienne le lieu choyé des Marseillais, pour y travailler, pour s'y promener et pour y vivre. Rien n'empêche, si on a la volonté politique, de faire de la Canebière les Champs-Elysées de Marseille.

Que répondez-vous à ceux qui disent que la droite, dont vous êtes le représentant à Marseille, c'est la même famille que l'extrême droite représentée par Jean-Marie Le Pen ?

Encore une fois, il s'agit d'une caricature qui arrange certains. Mettre la droite et l'extrême droite dans le même sac, comme on dit, c'est une manoeuvre électorale de la gauche. La droite libérale, modérée, populaire à Marseille, a toujours tenu le même langage, à l'opposé de l'intolérance et de l'exclusion. Cela n'a rien à voir avec les imprécations de l'extrême droite. Pour autant, les élus de la droite ont quelquefois mis en garde le gouvernement sur un trop grand laxisme concernant l'immigration et les problèmes d'insécurité dans notre ville. Sans que nous en fassions d'ailleurs l'unique cheval de bataille de notre politique.

Les propos racistes de Jean-Marie Le Pen sont malheureusement désormais monnaie courante. Comment vous situez-vous par rapport à Le Pen ?

Je crois que nous avons toujours dit clairement les choses. Lorsque M. Le Pen a parlé de « détail », nous avons condamné ses propos de la manière la plus claire et la plus précise. Laisser supposer qu'à un moment où à un autre, j'ai pu avoir la moindre complaisance pour le racisme est scandaleux.

Attendez-vous un soutien de l'extrême droite à votre candidature pour les prochaines municipales ?

L'extrême droite aujourd'hui ne peut pas enlever la mairie de Marseille. Reste que, par son attitude, elle peut m'empêcher de gagner. Mais j'imagine qu'elle saura avoir une attitude plus intelligente.